

REPUBLIQUE DU BENIN

-.*.*.*.*.*-

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

-.*.*.*.*.*-

UNIVERSITE D'ABOMEY CALAVI (UAC)



-.*.*.*.*.*-

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)

-.*.*.*.*.*-

Mémoire présenté en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de
LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCE ECONOMIQUE

OPTION : Economie

FILIERE : Economie Appliquée

THEME

**INCIDENCE DU COMMERCE SUR LA REDUCTION DE LA
PAUVRETE**

Réalisé par :

ALOKPOWANOU Ferdinand Mahuton & SANGNINON Bénédicte Sènam

Sous la direction de :

Dr Roch Edgard GBINLO
Enseignant – Chercheur à la FASEG

Année académique
2015-2016

AVERTISSEMENT

**LA FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET
DE GESTION (FASEG) DE L'UNIVERSITE
D'ABOMEY-CALAVI N'ENTEND DONNER
AUCUNE APPROBATION, NI IMPROBATION
AUX OPINIONS EMISES DANS LES
MEMOIRES. CES OPINIONS DOIVENT ETRE
CONSIDEREES COMME PROPRES A LEURS
AUTEURS**

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE.....	2
Section 1 : Problématique, Objectifs et Hypothèses.....	2
Paragraphe1 : Problématique et intérêt de l'étude	2
Paragraphe 2 : Objectifs et hypothèses	5
Section 2 : Revue de littérature.....	5
Paragraphe 1 : Clarification de concepts.....	5
Paragraphe 2 : Revue théorique et empirique	7
CHAPITRE 2 : CADRE METHODOLOGIQUE ET RESULTATS	21
Section 1 : Cadre méthodologique.....	21
Paragraphe1 : Méthodologie de recherche.....	21
Paragraphe2 : Présentation des variables	21
Section 2 : Présentation et analyse des résultats.....	22
Paragraphe1 : Présentation des tests de diagnostic	22
Paragraphe2 : Analyse économique des résultats et vérification des hypothèses.....	26
CONCLUSION	30

DEDICACE 1

Je dédie ce mémoire à mon feu père Henry SANGNINON, lui qui a fait au-delà de son devoir, et qui a consenti tant de sacrifices par amour pour moi en espérant à chaque fois ma réussite et ma mère Brigitte AÏZANNON, pour l'amour qu'elle me porte toujours.

S. Bénédicte SANGNINON

DEDICACE 2

Je dédie ce mémoire à mon père Bernard ALOKPOWANOU et ma mère Micheline BODONON, pour qu'ils trouvent en ce travail le fruit de leur espérance.

Ferdinand M. ALOKPOWANOU

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier et à exprimer notre sincère gratitude à toutes les personnes qui ont apporté leurs contributions à la réalisation de cette œuvre.

Nous pensons particulièrement :

- Au doyen de la faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)
- Au Docteur Edgard GBINLO qui malgré ses multiples occupations a su se rendre disponible pour accompagner ce travail en bon éclairer ;
- A tout le corps enseignant, veuillez trouver ici le témoignage de notre reconnaissance.
- A tous les membres du jury, nous restons persuader que vos critiques et suggestions contribueront à un apport de qualité ;
- A monsieur Marius GUEZO pour son humilité, sa simplicité et surtout son souci de contribuer à un travail de qualité.
- A nos frères et sœurs pour leur assistance quotidienne ;
- A tous nos camarades de promotion pour leur soutien moral et affectif ;
- A nos amis pour toute l'attention et la tendresse dont ils nous ont gratifiés durant tout le parcours, merci.

Nos pensées positives vont enfin à l'endroit de tous ceux qui grâce aux rencontres fortuites ou d'entretiens ont pu enrichi nos connaissances.

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADF : Dickey-Fuller Augmenté

Commext : Le ratio du commerce international

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement

FASEG : Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

FMI : Fond Monétaire International

FTG : Foster Greer Thorbecke

Ipc : indice du prix à la consommation

Ipp : indice de la profondeur de la pauvreté

MCO : Moindre Carrée Ordinaire

MCE : Modèle à Correction d'Erreur

OIT : Organisation Internationale du Travail

ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

OMC : Organisation Mondiale pour le Commerce

PED : Pays En Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PPA : Parité du Pouvoir d'Achat

USD : Dollar

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Signes attendus des variables du modèle.....37

Tableau2 : Synthèse des résultats du test de stationnarité
des séries en niveau.....38

Tableau3 : Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries
en différence première.....39

Tableau 4 : Estimation par MCO de la relation de long terme.....42

Tableau 5 : Test de stationnarité sur le résidu du modèle de long terme.....42

Tableau 6 : Synthèse des résultats de l'estimation du modèle
de court terme.....43

RESUME

L'intégration dans le commerce international est essentielle pour le développement et la réduction de la pauvreté. Les liens sont cependant complexes entre ces aspects. L'objectif général de cette étude est d'analyser l'incidence du commerce sur la réduction de la pauvreté. L'estimation du modèle par le modèle à correction d'erreur au moyen du logiciel STATA version 12.0 met en exergue les résultats suivants : le commerce ne contribue pas de façon directe à la réduction de la pauvreté au Bénin mais le commerce agit indirectement sur la pauvreté par l'intermédiaire de son influence sur la croissance économique.

ABSTRACT

Integration into international trade is essential for development and poverty reduction. However, the links between these aspects are complex. The overall objective of this study is to analyze the impact of trade on poverty reduction. The estimation of the model by the error correction model using STATA software version 12.0 highlights the following results: trade does not contribute directly to the reduction of poverty in Benin, but trade indirectly Poverty through its influence on economic growth.

INTRODUCTION

Le commerce joue un rôle majeur dans la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Tous les pays qui ont atteint une croissance économique soutenue y sont parvenus en saisissant les opportunités offertes par la libéralisation des marchés mondiaux. Cela dit, de nombreux pays à faibles revenus se heurtent encore à de gros obstacles qui les empêchent de développer et de diversifier leur échange. En outre, la réforme et la libéralisation du commerce n'ont pas toujours produit les avantages escomptés en termes d'expansion des courants d'échanges, de croissance et de réduction de la pauvreté.

Le commerce agricole est une chance pour bon nombre de pays en développement étant donné que le secteur absorbe près de la moitié de la population active, même si les conditions de travail sont souvent précaires. Les pays et les organisations se tournent à nouveau vers l'agriculture pour promouvoir la sécurité alimentaire, la création d'emplois et la transformation structurelle. Dans une publication récente, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et la CNUCED évaluent le lien entre le commerce agricole et l'emploi.

Pour une large part, la recherche et le débat sur les politiques mettent l'accent sur le secteur manufacturier. Les emplois industriels sont répartis sur toute la planète depuis plusieurs décennies. Si en 1980, plus de la moitié de l'emploi industriel se trouvait dans les pays développés, les deux tiers se trouvaient dans les pays en développement en 2010.

Ces dernières années, il a été créé davantage d'emplois dans les services que dans d'autre secteur. L'apparition d'un « commerce des tâches » dans les chaînes de valeurs mondiales a permis aux pays en développement de créer des emplois à forte productivité, y compris pour les femmes.

Le commerce des services est apparu tardivement dans le débat international et la connaissance de ses effets sur l'emploi est insuffisante.

Le présent mémoire analyse l'incidence du commerce sur la réduction de la pauvreté, en annonçant dans le premier chapitre le cadre théorique de l'étude et le second chapitre la méthodologie de recherche et les résultats.

CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

Dans ce chapitre, nous présenterons la problématique et la revue de littérature.

Section 1 : Problématique, Objectifs et Hypothèses

Cette première section est consacrée à la présentation de la problématique, aux objectifs et hypothèses de notre étude.

Paragraphe1 : Problématique et intérêt de l'étude

1.1 Problématique

Dans presque tous les pays, le commerce est important, à la fois comme source de richesses et comme instrument pour parvenir à une croissance autonome et faire reculer la pauvreté.

Tout d'abord, les entreprises d'un pays doivent avoir accès à des marchés étrangers plus vastes et plus riches pour générer le niveau de demande requis pour exploiter des économies d'échelle qui à leur tour ouvriront la porte à une croissance économique soutenue. Ceci est particulièrement vrai pour les pays à faible revenu dont le marché intérieur a une taille restreinte. En outre, et c'est encore plus important, le commerce permet aux entreprises des pays en développement d'accéder à des technologies qui sont essentielles pour améliorer leur productivité et leur compétitivité et qui vont générer des opportunités de croissance et d'emploi, y compris pour les hommes et les femmes pauvres. Qui plus est, comme en atteste l'expérience des nouvelles économies industrialisées d'Asie entre les années 60 et la fin des années 90, les derniers arrivés peuvent (si les conditions préalables et les déterminants requis sont réunis) tirer profit des progrès technologiques les plus récents et se contenter d'acheter des technologies pour leur propre développement industriel, pour un coût relativement plus faible et un risque moindre (Lin, 2007 ; ONUDI, 2007). Par ailleurs, les exportations représentent la principale option pour obtenir les recettes en devises nécessaires pour financer les importations de biens intermédiaires et d'équipement incorporant des technologies modernes. De plus, la concurrence incite les entreprises à accroître leur productivité. Bigsten *et al.* (2004) ont montré que, grâce aux gains d'efficacité obtenus à force d'exporter, le commerce pouvait aussi améliorer la productivité. Cette plus grande efficacité des entreprises nationales profite aussi aux consommateurs, y compris les pauvres, à travers une baisse des prix. Bien sûr, les exportations doivent augmenter au même rythme que la demande d'importations, à défaut de quoi le pays serait menacé par l'accumulation d'une dette

extérieure insoutenable, qui pourrait compromettre la durabilité de la croissance économique (McCulloch, Winters et Cirera, 2001 ; Oxfam, 2002).

Depuis 1980, le marché mondial des biens et des services a connu une expansion spectaculaire, puisque les échanges mondiaux ont été multipliés par cinq en valeur réelle, et leur part dans le PIB est passée de 36% à 55% (FMI, 2007). La baisse des coûts de transport et de communication a été un moteur important dans la mesure où elle a permis aux négociants de prospector et d'atteindre des marchés extérieurs plus facilement et pour un moindre coût. De même, la réduction des obstacles au commerce a accéléré et renforcé l'intégration dans les années 90, avec l'insertion progressive de pays en développement à croissance rapide d'Asie, tels que la Chine et l'Inde, et des anciens pays du « bloc de l'Est » dans le système commercial mondial. Ces mêmes évolutions ont aussi favorisé une augmentation massive du commerce des services (même si le niveau de départ était beaucoup plus bas) et l'approvisionnement sur le marché international et l'investissement étranger dans le domaine des services ont véritablement « explosé ».

Néanmoins, force est de constater que ce tableau idyllique ne s'applique pas à tous les pays en développement, ni à tous les groupes sociaux à l'intérieur de ces pays. En outre, alors que les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont accompli des progrès significatifs sur la voie du démantèlement de leurs barrières commerciales au cours des deux dernières décennies, tous ne semblent pas pour autant avoir obtenu une croissance soutenue de leurs exportations (Banque mondiale, 2007). Cette hétérogénéité des résultats est la principale raison qui explique l'absence de consensus sur l'impact quantitatif de la libéralisation du commerce sur la croissance économique. La majorité des études économétriques n'ont pas réussi à établir une relation systématique entre ces deux éléments et des doutes subsistent quand au sens de la relation de causalité. Techniquement parlant, la régression économétrique est, dans ce domaine, un exercice délicat car la plupart des variables explicatives sont plus ou moins endogènes.

Cela dit, même si les avis divergent sur l'intensité et le sens de la relation de causalité entre commerce et croissance, les résultats des études économétriques ne justifient en rien une restriction des échanges. Au contraire, tout porte à croire que la croissance économique est accompagnée (et facilitée) par une augmentation des importations et des exportations, ce qui laisse fortement présumer que l'ouverture au commerce conduit généralement à une amélioration du niveau de vie (Rodriguez et Rodrik, 1999 ; Winters, 2004). C'est pourquoi, même si le débat se poursuit sur le lien de causalité entre commerce et croissance, les

organismes d'aide ne doivent pas perdre de vue l'importance du commerce comme moteur potentiel d'une croissance économique durable et vigoureuse dans les pays en développement, mais plutôt centrer leur attention sur les cas où le commerce ne remplit pas le rôle qu'il pourrait jouer.

De ce fait, il convient de se préoccuper avant tout de ce qui marche, comment et dans quelles conditions. Par exemple, de récentes études de cas confirment que le lien entre la croissance des exportations et la réduction de la pauvreté est le plus souvent positif, mais qu'il est parfois aussi négatif, ce qui laisse penser que d'autres facteurs pourraient amoindrir l'impact du commerce ou jouent un rôle beaucoup plus déterminant dans le processus de réduction de la pauvreté. Il faut aussi avoir présent à l'esprit que les gains obtenus grâce au commerce sont pour la plupart le fruit d'un processus de réallocation des ressources, des secteurs les moins productifs vers les secteurs les plus productifs. Cela signifie que d'une manière générale, les avantages du commerce sont inégalement répartis, et qu'en conséquence il se trouve à l'intérieur d'un même pays des perdants et des gagnants. En outre, dans le cas d'un processus de libéralisation, les pertes sont souvent plus visibles du fait qu'elles sont plus prévisibles, qu'elles tendent à se matérialiser plus tôt et à être plus concentrées sur un petit nombre, alors que les gains sont souvent plus dispersés.

A la lumière de ces statistiques et de ces projections pessimistes on peut bien comprendre pourquoi l'opinion publique se préoccupe de plus en plus de l'apathie de la communauté internationale devant la pauvreté et les problèmes sociaux qui y sont liés, tels que les mauvaises conditions de travail, la violation des droits de l'homme et la dégradation des ressources naturelles. Pour cela il y a lieu de nous interroger: Le commerce peut-il contribuer à réduire ou à aggraver la pauvreté et/ou les inégalités? Qu'est-ce qui est nécessaire pour créer une relation entre la réduction de la pauvreté, la croissance alimentée par le commerce? C'est dans le but de trouver des approches de solutions à ces interrogations que nous avons entrepris de réfléchir sur le thème: « Incidence du Commerce sur la Réduction de la Pauvreté ».

1.2 Intérêt de l'étude.

Cette étude nous permet de faire ressortir l'incidence du commerce sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté afin de proposer des approches de solutions.

Paragraphe 2 : Objectifs et hypothèses

2.1 Objectifs de l'étude

L'objectif général de cette étude est d'analyser l'incidence du commerce sur la réduction de la pauvreté.

De façon spécifique ; il s'agit de :

OS₁ : analyser l'impact du commerce sur la croissance ;

OS₂ : analyser l'incidence du commerce international sur la pauvreté.

De ses objectifs, découlent deux hypothèses comme suit :

2.2 Hypothèses

H₁ : Il existe une relation positive entre le commerce et la croissance.

H₂ : Le commerce influence positivement le niveau de la pauvreté.

Section 2 : Revue de littérature

Cette rubrique aborde la revue de littérature relative à notre étude.

Paragraphe 1 : Clarification de concepts

Dans cette étude, trois termes sont à clarifier. Il s'agit principalement du commerce international, de la croissance économique et de la pauvreté.

1.1 Le commerce

Le Commerce désigne l'activité économique d'achat et de revente de biens et de services, en particulier l'achat dans le but de revendre avec un profit ou un bénéfice. Le commerce est le négoce ou le trafic par voie d'échange auxquels donnent lieu les marchandises, soit entre particuliers, soit entre pays. Au point de vue économique il faut distinguer trois sortes de commerce : le commerce de gros, le commerce de demi-gros, et le commerce de détail. Le commerce se divise aussi en commerce intérieur et le commerce extérieur ou international.

Les avantages et les inconvénients du commerce international ont fait l'objet d'un débat très animé pendant une grande partie du XX^{ème} siècle, débat dont les politiques commerciales des différents pays étaient l'enjeu.

Au début du siècle, on avait opté pour une certaine ouverture, qui a laissé la place à des politiques très protectionnistes entre les deux guerres.

L'actuel mouvement de libéralisation a commencé entre les années 40, après la fin de la seconde guerre mondiale. Cette évolution a été grandement favorisée par deux facteurs complémentaires. Le premier est le déclin continu du coût des transports, qui est l'obstacle naturel du commerce depuis le début du siècle. Le deuxième est la réorientation des politiques commerciales aux échelons régional et mondial.

La dimension commerciale se mesure à travers les flux des exportations et des importations.

Le commerce est un instrument important pour parvenir à une croissance autonome et souvent une arme puissante dans l'arsenal de mesures que peuvent déployer les pouvoirs publics pour lutter contre la pauvreté (Bhagwati, 2004). Toutefois, comme l'ont reconnu les membres de l'OMC dans la Déclaration ministérielle de Hong Kong, dans beaucoup de pays à faible revenu, la libéralisation du commerce et le renforcement de l'accès aux marchés n'ont pas suffi à assurer une expansion des échanges, et moins encore à étendre aux pauvres les bienfaits du commerce. Bénéficier d'un meilleur accès aux marchés ne sert évidemment pas à grand-chose si on n'a pas la capacité de commercer.

1.2 La croissance et indicateurs de mesure :

La croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et services dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut (PIB). Il est mesuré en « volume » ou à « prix constant » pour corriger les effets de l'inflation. Elle transforme la vie des populations dans la mesure où elle vie davantage de biens et services. A long terme la croissance a un impact important sur la démographie et le niveau de vie des sociétés qui en sont le cadre. De même, l'enrichissement qui résulte de la croissance économique peut permettre de faire reculer la pauvreté de cette même société.

1.3 La pauvreté et indicateurs de mesure :

Selon Sen (1960 –1970), la pauvreté : « est un monde complexe, multiforme qui exige une analyse de toute ces nombreuses dimensions car les êtres humains sont extrêmement divers ».

C'est pourquoi nous pouvons soutenir sans ambages que « la pauvreté est un phénomène complexe. Il change selon les circonstances des lieux et des temps, et à l'état actuel de la recherche, il n'existe ni concept universel ni théorie cohérente de pauvreté. Un vide relatif est aussi manifeste au niveau de méthodes d'analyse de ce phénomène ».

La pauvreté est un état de manque intrinsèque ou instrumental de capacité d'action nécessaire à une performance viable. La pauvreté est intrinsèque lorsqu'elle porte sur les capacités d'actions nécessaires à la satisfaction des besoins fondamentaux, sans lesquels une personne physique (individu ou ménage) ou morale (Etat ou Nation) ne peut mener une existence viable. Une personne physique ou morale frappée par la pauvreté intrinsèque « une personne démunie ».

La pauvreté est instrumentale ou fonctionnelle lorsqu'elle porte sur les capacités nécessaires à la réalisation de performance s'apparente, dans le langage de l'administration des affaires, à ce qu'on pourrait appeler « manque de capacités managériales ».

Paragraphe 2 : Revue théorique et empirique

2.1 Revue théorique

2.1.1 Les théories traditionnelles du commerce

Il s'agit de la théorie des avantages absolus d'Adam Smith qui parle de la spécialisation dans la production d'un bien dans lequel le pays a la meilleure productivité ; La théorie des avantages comparatifs de Ricardo et la théorie de Heckscher-Ohlin qui parle des dotations factorielles.

2.1.2 Théorie des avantages absolus de Adam Smith

Selon Adam Smith, le commerce entre deux nations est basé sur l'avantage absolu. Quand une nation est efficace qu'une autre (ou a un avantage absolu supérieur) dans la production d'un bien mais est moins efficace (ou a un désavantage) dans la production d'un second bien, les deux nations peuvent gagner en se spécialisant chacune dans la production du bien où elles ont un avantage absolu et en échangeant une partie de leur production contre le bien où elles ont un désavantage absolu. Par ce processus, les ressources sont utilisées de la façon la plus efficace et la production des deux biens s'accroît. Cette augmentation de la production des deux biens mesure les gains de spécialisation qui se répartissent entre les deux nations qui échangent.

Les deux pays tireraient des bénéfices si chacun se spécialise dans production du bien qui correspond à son avantage absolu et l'échange avec l'autre pays.

2.1.3 Théorie des avantages comparatifs

Les principales hypothèses retenues par Ricardo sont les suivantes : il a supposé deux pays qui produisent simultanément deux biens en utilisant un seul facteur de production, à savoir le travail. Ce facteur est mobile à l'intérieur de chaque pays. C'est-à-dire qu'il est transférable d'un secteur d'activité à l'autre. Mais à l'intérieur, il est immobile, c'est-à-dire qui ne peut être transféré d'un pays à un autre. La fonction de production indique la quantité des facteurs nécessaires pour produire une unité d'un bien et définir la technique de production utilisée, celle-ci étant différente d'un pays à l'autre, d'où les hypothèses de bases sont :

- Dans chaque pays les facteurs de production existent en quantité fixe et peuvent être exprimés en équivalent travail.
- Le marché de ces facteurs est caractérisé par la concurrence pure et parfaite.
- La technique pour la fabrication d'un bien est différente d'un pays à l'autre.
- Les conditions de plein emploi des facteurs sont assurées.

Dans le modèle de Ricardo les biens sont échangés entre deux pays sur la base de la quantité de travail exigée pour les produits. Le commerce international s'explique par les différences des productivités du travail. Le travail est l'unique facteur de production. Il est homogène et parfaitement mobile entre différents secteurs d'activité dans un pays. Mais sur le plan international, ce facteur reste immobile.

Le modèle Ricardien le plus simple montre comment les différences entre pays donnent lieu au commerce international et à des gains à l'échange. Dans ce modèle, le travail est le seul facteur de production et les pays exportent les biens que leur force de travail produit de manière relativement efficiente et importent les biens que leur force de travail produit de manière relativement inefficente. En d'autres termes la structure de production d'un pays est déterminée par les avantages comparatifs.

- Ce modèle montre que les échanges sont profitables pour un pays. Nous pouvons d'abord voir dans l'échange, une méthode indirecte de production. Plutôt que de produire un bien par ses propres moyens, le pays peut produire un autre bien et l'échanger contre le premier.

- La destruction des gains de l'échange dépend du prix relatif des biens que les pays produisent. Pour diminuer ces prix relatif, il est nécessaire de faire intervenir au niveau mondial l'offre et la demande relatives de ces biens. Le prix relatif, implique de même un salaire relatif. La proposition que des échanges sont profitables ne souffre pas de qualification. Il n'y a donc aucune exigence que le pays soit « compétitif » ou que l'échange soit « équitable ».

2.1.4 La théorie de Heckscher-Ohlin

Cette théorie doit son nom à deux auteurs économistes suédois qui l'ont développé : Heckscher en 1919 et Ohlin en 1933. Elle se base sur les hypothèses suivantes :

- Il existe deux nations (nation1 et nation2), deux biens (un bien X et un bien Y) et facteurs de production (le travail et le capital).
- Les nations produisent avec la même technologie.
- Le bien X est intensif en travail et le bien Y en capital et ceux dans les deux pays.
- Les deux biens sont produits avec des rendements d'échelle constante dans les deux nations.
- La spécialisation dans la production est incomplète dans les deux pays.
- Les préférences sont identiques dans les deux pays.
- Les marchés des biens et des facteurs connaissent une concurrence parfaite dans les deux pays.
- La mobilité des facteurs est parfaite à l'intérieur des pays mais n'existe pas sur un plan international.
- Aucune obstruction au libre flux des échanges internationaux n'existe, ni coût de transport, ni tarif douanier.
- Toutes les ressources sont totalement employées dans les deux pays.
- Le commerce international entre les deux pays est équilibré.

En partant des hypothèses données nous pouvons exprimer la théorie de Heckscher – Ohlin comme suit : une nation exporte le bien dont la production nécessite l'usage intensif du facteur qui est relativement abondant et bon marché et importe le bien dont la production nécessite l'usage intensif du facteur qui est relativement rare et coûteux. En résumé, la nation relativement riche en main exporte le bien relativement riche en travail et importe le bien relativement riche en capital.

2.1.5 Commerce et développement économique

- Les avantages de la théorie traditionnelle

La théorie traditionnelle du commerce nous apprend que, si chaque pays se spécialise selon ses avantages comparatifs, la production mondiale sera plus élevée et chaque pays y gagnera à travers les échanges. Avec la distribution actuelle des facteurs de production et de la technologie entre pays développés et en développement, cette théorie prescrirait au pays en développement de continuer leur production de matières premières, combustibles, minéraux et denrées alimentaires en échange des biens manufacturés des pays industrialisés. Cela peut sans doute maximiser le bien être à court terme mais les pays en développement considèrent que ce système de spécialisation les réduire à une production subordonnée et les empêche de profiter des bénéfices dynamique de l'industrialisation de sorte qu'ils ne peuvent maximiser leurs bien être à long terme. Parmi ces bénéfices dynamiques (qui doivent être distingués des bénéfices statiques dérivant des avantages comparatifs), citons une force de travail mieux formée, une plus grande capacité d'innovation, des prix d'exportation plus stables et plus élevées, un revenu moyen plus haut. Lorsque les pays en développement se spécialisent dans les productions primaires et les pays développés dans les produits manufacturés, tous les bénéfices dynamiques de l'industrialisation et des échanges vont vers les derniers, laissant les pays en développement appauvris, sous-développés et dépendants. Cette idée est renforcée par une observation : tous pays développés ont une capacité industrielle tandis que les pays en développement sont pour la plupart des pays voués à l'agriculture ou à l'extraction de matières premières.

Ainsi, les pays en développement critiquent la théorie du commerce pour son caractère statique et inapproprié : dans leur idée, elle entraîne un ajustement aux conditions existantes tandis que le développement exige de changer celle-ci. En bref, la théorie traditionnelle du commerce permettrait de maximiser le bien-être en un point du temps mais non sur une période. Les pays en développement demandent donc un changement dans la structure des réformes du système économique international de manière à ce que leurs besoins propres soient mieux pris en considération.

- Le commerce comme un moteur de croissance

Au XIX^{ème} siècle la plus grande partie de la production industrielle mondiale était concentrée en grande Bretagne. L'accroissement de la production industrielle et de la population dans ce pays pauvre en ressources conduisit à une demande accrue pour les matières premières et les denrées alimentaires en provenance des régions de peuplement récent

(Etats-Unis, Canada, Nouvelle Zélande, Argentine, Uruguay, et Afrique du Sud). De 1815 à 1913, la population britannique triplât, le PNB fût multiplié par dix et les exportations par vingt : Cela stimulât les exportations des nouvelles régions et filtrât dans leurs économies par le processus familial de l'accélérateur-multiplicateur. Selon Nurkse (1970), le secteur des exportations fût le secteur conducteur qui lançât ces économies dans la voie de la croissance : le commerce international fonctionnant ainsi comme un moteur de croissance pour ces au XIX^{ème} siècle. Pour certains économistes notablement Kravis, la croissance rapide de ces régions de nouvelles immigrations au XIX^{ème} siècle fût due principalement à des conditions favorables internes, le commerce international jouant seulement un rôle de soutien. On considère de toute façon aujourd'hui que les pays en développement peuvent moins compter sur pareil commerce pour leur croissance en raison de condition de demande et d'offre moins favorable.

Habeler (2014) parmi d'autres a souligné les effets bénéfiques que les échanges internationaux peuvent avoir sur le développement : les échanges conduisent à l'utilisation de ressources qui, sans cela, resterait inutilisé. Par le commerce, un pays peut se déplacer d'un point inefficent à l'intérieur de sa frontière de production (avec des ressources inutilisées suite à une demande interne très faible) à un point sur sa frontière de production : les échanges permettent de réaliser le surplus potentiel de produit, ce qu'on appelle une prise d'excédent. Ceci s'est produit dans de nombreux pays en développement, spécialement en Asie du sud Est et en Afrique Occidental ; les échanges élargissent l'étendu du marché et rendent possible la division du travail et les économies d'échelle. Ceci est spécialement important et s'est manifesté par production de produit manufacturés simples dans de petites économies comme celles de Formose, de Singapour ou de Hong-Kong ; le commerce international sert de véhicule à la diffusion de nouvelles idées, de nouvelles technologies et de nouvelles techniques de gestion ou autres ; les échanges stimulent et facilitent les flux internationaux de capitaux des pays développés vers les pays en développement. Dans le cas d'investissements directs où la firme étrangère garde le contrôle de la gestion, ce flux de capital à des échanges d'être accompagné par un flux de main d'œuvre qualifiée pour faire fonctionner l'investissement ; dans plusieurs grands pays en développement comme le Brésil et l'Inde, l'importation de produits manufacturés nouveaux à stimuler la demande intérieur jusqu'au point où une production intérieur de ces biens devient efficiente ; le commerce international est outil anti-monopolistique car il pousse les producteur intérieur à rechercher une plus grande efficience pour faire face à la concurrence étrangère ceci est essentiel pour

maintenir à un bas niveau les coût et les prix des produits intermédiaires utilisés comme input dans la fabrication d'autres produits.

2.1.6 Commerce et réduction de la pauvreté

On ne peut pas tirer de conclusion simple et générale de la littérature existante sur la relation de causalité entre le commerce et la pauvreté, qu'elle soit directe ou qu'elle se fasse par l'intermédiaire de la croissance (le commerce influant sur la croissance, qui agit sur la pauvreté). Là encore, les éléments de preuves présentés dans plusieurs études récentes ne sont guère convaincants (voir, par exemple, Bannister et Thugge, 2001 ; Berg et Krueger, 2003 ; Winters, McCulloch et McKay, 2004). Dans le meilleur des cas, les études économétriques permettent seulement de vérifier l'existence d'un lien indirect entre l'ouverture du commerce (variation du volume des échanges) et la pauvreté (variation de la part de revenu allant aux plus pauvres), et elles n'ont guère révélé d'éléments significatifs attestant une corrélation certaine entre ces deux variables, au-delà de l'effet de l'ouverture sur la croissance générale.

Il existe un faisceau considérable de faits montrant que les pays qui sont davantage ouverts sur l'extérieur tendent à croître constamment plus vite que ceux qui sont refermés sur eux-mêmes. En fait, on a pu constater que les avantages de la libéralisation du commerce peuvent être plus de dix fois supérieure à son coût. Les pays qui ont ouvert leur économie au cours des dernières années, notamment l'Inde, le Vietnam et l'Ouganda, ont enregistré plus rapide et une réduction plus prononcée de la pauvreté. En moyenne, ceux des pays en développement qui ont fortement baissé leur tarif douanier dans la décennie 1980 ont connu une croissance plus rapide que les autres au cours des années 1990.

La libéralisation des échanges peut influencer le niveau de vie des pauvres :

- En modifiant le prix des biens échangeables et facilitant l'accès aux nouveaux produits ;
- En modifiant le salaire relatif de la main d'œuvre qualifiée et non qualifiée ainsi que le coût du capital, ce qui a une incidence sur l'emploi des pauvres ;
- En modifiant les recettes publiques issus des taxes sur le commerce et donc la capacité de l'état à financer des programmes en faveur des pauvres ;
- En modifiant les incitations à investir et à innover, ce qui influe sur la croissance économique ;
- En modifiant la vulnérabilité d'une économie aux chocs extérieurs négatifs.

Les analyses du FMI (2007) ont par contre, elles, établi que l'ouverture des échanges réduisait effectivement l'inégalité des revenus, dans les pays développés comme dans ceux en développement. En réalité, au cours des deux dernières décennies, le revenu réel moyen du segment le plus pauvre de la population a augmenté dans tous les pays et pour toutes les catégories de revenus, mais, comme le fait observer l'étude, les disparités de revenu se sont creusées dans la plupart des pays et régions au cours de la même période en raison du progrès technologique qui fait que les salaires des travailleurs qualifiés progressent plus vite que ceux des travailleurs non qualifiés.

Le commerce mondial des services s'est établi à 4 200 milliards de dollars en 2011 ce qui a représenté 19 % des exportations mondiales de biens et de services. Cette proportion atteint 14 % dans le cas des pays en développement. Les exportations de services enregistrent cependant une croissance solide. Entre 2000 et 2011, les exportations mondiales de services ont crû de 11 % par an, plus rapidement que les exportations de marchandises. Les exportations de services sont devenues une source importante de recettes extérieures pour certains pays en développement. Les pays en développement ont enregistré une croissance annuelle de leurs exportations de 13,9 %, soit davantage que les pays développés (9,8 %), la croissance enregistrée en Asie étant particulièrement forte (15 %). En conséquence, la part des pays en développement dans les exportations mondiales de services est passée de 23 % en 2000 à 30 % en 2011. Ces pays ont mieux réussi cependant à développer leurs exportations de marchandises; ils représentent la moitié des exportations mondiales.

2.2 Revue empirique

2.2.1 Commerce et Croissance

L'étude directe du lien entre commerce et niveau du revenu vise à contourner les problèmes posés par l'estimation de la relation ouverture-croissance en utilisant le commerce comme variable représentant l'effet de la politique commerciale (« proxy »). Ce choix permet en particulier de résoudre les problèmes de définition des indicateurs d'ouverture et de mesure statistique, qui sont résolus par construction puisque le volume du commerce est l'objet d'une mesure unique. En revanche, le problème de causalité se pose de manière particulièrement aiguë pour les études portant sur le lien entre commerce (et non plus ouverture commerciale) et croissance (ou niveau) du revenu.

Comme l'observent en particulier Rodriguez et Rodrik (2000), l'ouverture effective d'un pays, mesurée par le ratio des échanges (exports+imports) au PIB, est endogène :

autrement dit, un pays dont le PIB est important aura un faible volume d'échanges relativement à sa taille alors qu'un pays plus petit tendra à être plus ouvert. Cette relation est aussi vérifiée de manière dynamique. Rodrik(1998) prend ainsi le contre-pied de la plupart des études sur ce sujet, en montrant que les médiocres performances commerciales des pays africains sont avant tout la conséquence de leurs difficultés économiques en général et non l'inverse. Pour corriger cette endogénéité, Frankel et Romer (1999) estiment la relation entre taux d'ouverture (échanges/PIB et non type de régime commercial ouvert/fermé) et niveau à long terme (et non croissance) du PIB/habitant, en ne s'intéressant qu'à la part de l'ouverture ainsi définie qui est indépendante du niveau de revenu. Pour ce faire, ils procèdent en deux étapes. Ils estiment d'abord une équation de commerce bilatéral à l'aide d'un modèle gravitationnel où les variables explicatives sont de nature démographique (population) et géographique (superficie, enclavement, distance aux partenaires commerciaux) ; l'agrégation de cette équation pour un pays donné fournit une estimation de la composante géographique du commerce de ce pays. Ils estiment ensuite une équation où la composante géographique du commerce est utilisée comme instrument et où la population et la superficie du pays sont utilisées comme variables explicatives.

Selon cette équation (estimée sous différentes formes), un point supplémentaire de taux d'ouverture se traduirait par un gain de PIB compris entre 0,5 et 2 points à long terme ; pour répondre à la critique de Rodriguez et Rodrik (2000), selon lesquels l'impact des variables géographiques sur le niveau de revenu pourrait expliquer la significativité de l'effet commerce instrumenté à l'aide de ces variables, Frankel et Rose (2002) ont montré que la conclusion concernant la relation ouverture et PIB était robuste à l'inclusion des variables géographiques et institutionnelles dans l'équation de croissance.

Dollar et Kraay (2004) se livrent également à ce genre d'exercice sur un échantillon de 187 observations (environ 100 pays) pour les années 1980 et 1990.

Les équations sont estimées en différences premières : la variable expliquée est la variation du logarithme du revenu par habitant ; afin d'éliminer les effets fixes, les variables explicatives sont les variations retardées de ce même revenu lors de la décennie précédente et celle du taux d'ouverture mesuré comme dans les travaux précédents. Les auteurs estiment qu'un doublement de la part du commerce dans le PIB se traduirait par un supplément de 25 % de revenu au bout de 10 ans. Cette étude de Dollar et Kraay a suscité plusieurs types de critiques :

- Rodrik (2000) a critiqué ces estimations dans la mesure où il considère que le commerce et le revenu sont tous deux endogènes. Selon Rodrik, la qualité des institutions est une variable qui détermine à la fois le niveau du revenu et du commerce ; si cette qualité change dans le temps (ce qui est probable puisque les données couvrent deux décennies), elle influencera à la fois ces deux variables sachant que son influence sera attribuée de manière erronée à l'effet du commerce ; n'importe quelle autre variable spécifique à chaque pays omise dans l'équation pose évidemment le même type de problèmes ;
- Rodrik et Nye, Reddy et Watkins (2002) ajoutent un argument supplémentaire ; des facteurs fixes spécifiques aux pays non liés au commerce (géographie, institutions) peuvent aussi avoir des effets différents sur les volumes de commerce à différentes périodes, par exemple à cause de changements structurels dans l'économie mondiale ou nationale (ou bien à cause d'effets d'« interaction négative ») ; par exemple, la baisse des coûts de communication ou de transport peut réduire l'influence de la géographie dans le commerce.

Les mêmes problèmes de causalité se posent pour les estimations du lien entre commerce et croissance au niveau sectoriel. Ces estimations cherchent généralement à évaluer l'effet du commerce sur la productivité globale des facteurs (Winters, 2004 liste les principales études de ce genre). Toutefois, ici encore, efficacité et exportation sont très corrélées car ce sont les entreprises les plus efficaces qui exportent.

L'approche en termes de « clubs de convergence » développée notamment par Ben-David (1993) (qui est en fait assez similaire dans son esprit à celle de Dollar et Kraay, qu'elle systématise) échappe à cette critique de causalité. Dans la mesure où, comme le notent Fontagné et Guérin (1997), l'observation de convergence ou au contraire de divergence entre pays ne constitue pas une validation ou une réfutation des différents modèles de croissance, il s'agit d'évaluer plus précisément l'impact du commerce sur la création de « clubs régionaux de convergence ». Ben-David (*in* Ben-David, Nord ström et Winters, 2000) constitue ainsi 25 groupes de partenaires commerciaux et estime une équation de convergence pour chacun de ces groupes. Selon cette étude, un phénomène de convergence se produit dans la quasi-totalité des groupes ainsi constitués (alors que ce n'est pas le cas si les groupes de pays sont constitués de manière aléatoire. Cependant, on observe que cette convergence se produit uniquement pour les pays industrialisés de l'échantillon et ne touche aucun des PED étudiés dans les estimations en PIB/habitant ; l'équation en PIB/travailleur estimée sur la base de

Summers et Heston version 1995 est à peine plus favorable aux PED puisque seulement un PED (le Mexique) sur les 5 étudiés s'inscrit dans un processus de convergence.

2.2.2 Lien entre commerce et pauvreté

En raison de la complexité des liens entre réforme du régime de commerce et pauvreté, les éléments empiriques disponibles sur la libéralisation des échanges et la pauvreté proviennent essentiellement d'études de cas. Certaines études utilisent des modèles d'équilibre général calculable pour identifier les effets des réformes commerciales sur les pauvres. Winters (2000) fait état d'une étude conjointe d'Oxfam et de l'Institute of Development Studies sur la déréglementation du marché du coton au Zimbabwe à la fin des années 80 et dans les années 90, qui illustre l'impact potentiel de la libéralisation des échanges sur les pauvres. Avant la libéralisation, l'État régissait un monopsonne (en tant qu'acheteur unique face à des vendeurs multiples) et s'appuyait sur la faiblesse des prix à la production pour subventionner l'acquisition d'intrants dans l'industrie textile, au détriment du revenu des petits planteurs. La libéralisation s'est notamment traduite par la suppression du contrôle des prix et la privatisation de l'office de commercialisation, avec pour résultat un renchérissement du produit et un élargissement de la compétition à trois acheteurs principaux se livrant concurrence non seulement sur les cours, mais aussi sur les services de vulgarisation et les autres types d'aide à offrir aux petits propriétaires.

En Zambie, la libéralisation du marché du maïs a eu l'effet inverse. Avant la déréglementation, les producteurs bénéficiaient de subventions croisées en provenance du secteur minier qui diminuaient considérablement le coût des intrants. De plus, les petits producteurs implantés dans des zones reculées profitaient de subventions implicites sur les prix.

Ceux-ci étaient fixés par une entreprise parapublique (financée par l'État sans en être une émanation officielle) faisant office d'acheteur unique, et leur niveau restait invariable quelles que soient la saison et la région. Quand ces subventionnements ont cessé et que l'entreprise parapublique a été privatisée, les gros exploitants proches des marchés nationaux n'ont pas perçu de réel changement, tandis que les petits producteurs, en particulier les plus isolés géographiquement, ont énormément souffert des fluctuations de prix. De surcroît, la forte détérioration de l'infrastructure de transport a causé la disparition de marchés ruraux reculés, privant les petits producteurs de maïs de tout revenu officiel. Ces exemples illustrent les effets des différents types de libéralisation.

Au Zimbabwe, les restrictions au commerce étaient assimilables à des taxes sur les exportations qui maintenaient les prix à la production à un niveau peu élevé et empêchaient l'exercice de la concurrence. La suppression de ces «taxes» s'est révélée financièrement avantageuse pour les producteurs axés sur l'exportation. En Zambie, en revanche, les restrictions s'apparentaient à un droit d'importation, ce qui revenait à subventionner les producteurs nationaux de marchandises en concurrence avec les produits étrangers (et à taxer la consommation).

La suppression des droits d'entrée par subventions a provoqué une baisse du revenu des producteurs nationaux et, dans les cas extrêmes, la disparition de ceux qui n'étaient pas compétitifs. Selon Winters, un point de divergence encore plus important entre ces deux scénarios est que, au Zimbabwe, la libéralisation a permis de créer des marchés dont les pauvres sont pu devenir acteurs et d'améliorer les résultats des marchés, tandis qu'en Zambie elle s'est traduite par la disparition de marchés établis sur lesquels les pauvres écoulaient auparavant leur production. Globalement, cette étude et d'autres constatent que, dans la plupart des cas, les réformes commerciales accroissent le revenu des pauvres et que les coûts de la transition sont habituellement modestes par rapport aux avantages. Il est néanmoins des cas où la libéralisation a des effets à court terme significativement négatifs. Bien qu'il ne s'agisse pas de les négliger, il faut être conscient qu'ils découlent dans bien des cas de la structure initiale du régime de protection. Il importe également de préciser que la plupart des études se placent dans une perspective à court terme ne tenant pas compte de l'évolution éventuelle de l'investissement et de la trajectoire de croissance. Or, les avantages plus substantiels que l'on peut escompter de la libéralisation des échanges sont les progrès enregistrés en termes de dynamique (par exemple l'efficacité accrue de la structure de l'investissement et des modes de diffusion des technologies), sans compter l'impact des politiques complémentaires qui facilitent l'ajustement au nouvel équilibre induit par le libre-échange. Pour toutes ces raisons, les études tendent à exagérer nettement les coûts de la libéralisation et à sous-estimer ses avantages, y compris pour les pauvres. À moyen terme, l'évolution de l'investissement et de la croissance peut très sensiblement atténuer les effets négatifs (sur la répartition des revenus) des mouvements de prix résultant de la libéralisation des échanges.

2.2.3 Lien entre Commerce, inégalité et pauvreté

L'observation des PED montre que, malgré une plus grande ouverture, l'on n'a pas constaté systématiquement d'amélioration du sort des plus défavorisés. Il faut sans doute distinguer entre le cas des pays aux ressources relativement abondantes en travail non qualifié où la libéralisation commerciale tend en principe à réduire la pauvreté à travers l'expansion des exportations de biens intensifs en main-d'œuvre, et les pays qui en sont au contraire moins bien dotés ; en particulier, dans le cas de beaucoup de pays d'Amérique latine et d'Afrique, dont l'avantage comparatif réside plutôt dans l'abondance de leurs ressources naturelles, on peut penser que la libéralisation commerciale stimule ces secteurs plutôt que ceux intensifs en main-d'œuvre. De la même manière, si les travailleurs non-qualifiés sont principalement employés dans les secteurs abrités, alors que les exportations emploient surtout des travailleurs semi-qualifiés (comme dans le cas de l'Inde), l'effet net sur l'emploi peut jouer en faveur des derniers. (Banque mondiale 2000 et Winters 2000). Il est également possible que les travailleurs qualifiés dans les PED correspondent aux travailleurs peu qualifiés dans les pays industrialisés, ce qui expliquerait que les travailleurs de cette catégorie soient les bénéficiaires dans les PED de l'accroissement des échanges (Freeman, 2003). Dans la pratique, les études empiriques détaillées existantes sur le lien entre commerce et inégalités portent dans leur quasi-totalité sur les pays d'Amérique latine. Toutes ces études mettent en évidence le fait que le commerce a contribué à l'accroissement des inégalités salariales observé dans ces pays, même si d'autres facteurs ont pu avoir un impact supérieur, dans un sens ou dans un autre. Même s'il est impossible de citer l'ensemble des travaux portant sur ce continent, voici quelques-unes de leurs conclusions :

- Selon Lustig (1998), les salaires non qualifiés ont baissé de 25 % au Mexique entre 1984 et 1995 tandis que les salaires qualifiés s'accroissaient de 10 % au cours de la même période. Environ un quart de la baisse du rapport entre les salaires non qualifiés/qualifiés s'expliquerait par la baisse des tarifs douaniers et la suppression des licences d'importation ;
- Toujours au Mexique, Harrison et Hanson (1999) estiment aussi que le désarmement douanier a favorisé les travailleurs qualifiés au détriment des travailleurs non qualifiés, dans la mesure où il a touché en priorité les secteurs qui employaient le plus cette dernière catégorie de travailleurs ;
- Hansson (2003) effectue quant à lui une étude de l'évolution des salaires dans les différents états mexicains et estime que la variable qui a eu le plus d'influence est

l'ampleur des migrations dans chacun de ces états vers les Etats-Unis (en réduisant le réservoir de main-d'œuvre, l'émigration tend à accroître les salaires) ; cet effet vient loin devant celui du commerce ;

- Enfin, Abarche, Dickerson et Green (2004) estiment en contrôlant les effets de l'éducation et de l'expérience professionnelle que les salaires réels ont baissé de 15,9% dans le secteur exposé contre seulement 8,1 % dans le secteur protégé au Brésil dans les années 1990, période de libéralisation commerciale importante.

D'autres facteurs peuvent contribuer à expliquer l'accroissement des inégalités observé dans un certain nombre de pays, d'Amérique latine en particulier. La baisse comparable des salaires non qualifiés aux Etats-Unis et au Mexique (environ moins de 20 %) suggère que certains facteurs, autres que l'échange, agissant dans les pays développés sont aussi à l'œuvre dans les pays en développement : progrès technique économisant le travail non qualifié ; politiques publiques agissant en défaveur des plus bas revenus, etc. En bref, comme le remarquent Santos-Paulino et Thirwall (2004), la prédiction de la théorie standard du commerce international, selon laquelle la libéralisation commerciale tend à rendre la distribution des salaires plus équitable, n'est pas vérifiée en pratique dans les PED parce que cette théorie ne prend pas en compte les flux internationaux de capitaux et les transferts de technologie qui accroissent la demande de travail qualifié. Ceci étant, l'exemple de la Chine montre que l'ouverture commerciale peut s'accompagner à la fois d'une hausse des inégalités et d'une baisse de la pauvreté absolue (Demurger, 2000 et Li, 1999). La plupart des travaux cherchant à analyser les déterminants de l'évolution des inégalités et plus précisément le rôle respectif du commerce international et du progrès technique se centrent sur l'évolution des salaires par catégorie de qualifications. Toutefois, comme le remarque Cornia (2004), ces travaux ignorent les changements intervenus dans la distribution factorielle des revenus et l'effet redistributif des impôts et des transferts. Or, il ne fait guère de doute que la montée de la part du capital dans le revenu national est une caractéristique commune à beaucoup de pays industrialisés et en développement au cours des dernières années, qui mérite d'être analysée spécifiquement. Une limite supplémentaire des travaux portant sur les inégalités salariales (qui n'est pas relevée par Cornia) tient au fait que seule une minorité de la population des PED a un emploi salarié formel. En effet, la majorité de la population est employée dans les secteurs agricole ou informel. De ce fait, l'étude du lien commerce-inégalités salariales est extrêmement partielle en regard de la dynamique globale des inégalités de revenus. Milanovic (2005) a effectué une étude sur le lien entre commerce et inégalités de revenus sur un

échantillon de 90 pays (comprenant à la fois des PED et des pays industrialisés). Le taux d'ouverture est mesuré à partir du ratio (exports+imports)/PIB. Les inégalités sont mesurées à partir de la part du revenu de chaque décile dans le revenu global. Selon Milanovic, parmi les pays à bas et moyen revenu (moins de 5000 USD en PPA, ce seuil correspondant au cas du Chili) ce sont les riches qui bénéficient d'un accroissement du volume du commerce alors que les pauvres y perdent, alors que c'est l'inverse pour les pays plus riches. Milanovic ne s'interroge toutefois pas sur l'origine de ce résultat contradictoire avec les enseignements de la théorie standard. Si on introduit des variables muettes correspondant aux grandes régions en développement, l'ouverture améliorerait l'égalité dans les pays riches et en transition, n'aurait pas beaucoup d'effet en Asie et serait associée avec un accroissement des inégalités en Amérique latine et en Afrique, ce dernier résultat correspondant aux conclusions des études susmentionnées portant sur les inégalités salariales.

Dans une étude de l'organisation mondiale du commerce sur le commerce international, disparités des revenus et pauvreté (2000) il a été relevé que les liens entre commerce international et pauvreté ne sont pas aussi directs et immédiats que les liens qui existent entre la pauvreté et les politiques nationales dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la réforme foncière, du microcrédit, des infrastructures de l'amélioration de la gestion des affaires publiques etc.

Dans cette même étude, le professeur Dan Ben David de l'université de Tel-Aviv, analyse en professeur les interactions entre commerce international, croissance économique et disparités international des revenus.

Dans un autre côté, Lundberg et Squire (1999) ont trouvé que l'ouverture commerciale conduisait à des inégalités plus fortes. Cet effet n'est pas statistiquement significatif pour les deux quintiles les plus riches. L'effet de l'indice de Gini est, lui aussi statistiquement significatif.

Dollar et Kraay (2001) ont trouvé que la consommation ou les revenus du quintile le plus pauvre de la population augmentent au même taux que le revenu par habitant du pays. Cette relation n'est pas affectée par les réformes économiques, ouverture commerciale comprise. Seule la lutte contre l'inflation est associée à une réduction des inégalités.

CHAPITRE 2 : CADRE METHODOLOGIQUE ET RESULTATS

Section 1 : Cadre méthodologique

Paragraphe1 : Méthodologie de recherche

Il s'agit dans cette étude de décrire les différentes étapes dans le traitement et l'analyse des données.

1.1 Spécification du modèle

Notre modèle s'inspire des modèles utilisés par Bourguignon (2005) et Rama et Ravillon (2001). Ainsi dans le cadre de notre étude le lien entre le commerce et la pauvreté sont captées par les indices de la profondeur de pauvreté (variable expliquée).

1.2 Spécification économique

L'ouverture au commerce est appréhendée par le biais du produit de l'indice de la profondeur de la pauvreté et le commerce. Nous allons examiner le lien qu'il y a entre le commerce et la pauvreté.

Paragraphe2 : Présentation des variables

2.1 Présentation des variables

Cinq variables sont retenues pour cette étude à savoir l'Indice de la profondeur de pauvreté (Ipp) qui représente la variable expliquée ; le Commerce, l'Indice du prix à la consommation (Ipc), le produit de l'indice du prix à la consommation et le Commerce ; et le produit de l'indice de la profondeur de la pauvreté et le Commerce qui sont les variables explicatives.

2.2 Formulation mathématique

$$Y_t = f(x_i) = \beta \pi_k^n X^{ai} U_t$$

Lorsqu'on linéarise on a :

$$Y_t = \beta_0 + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \beta_3 X_n \dots \dots \dots \beta_n X_n + \varepsilon_t$$

Dans le cas de notre conteste, le modèle est présenté comme suit :

$$Ipp = \beta_0 + \beta_1 \text{commerce} + \beta_2 Ipc + \beta_3 ipccommerce + \beta_4 Ippcommerce + \varepsilon_t$$

2.3 Signes attendus des variables explicatives

Tableau 1 : Signes attendus des variables du modèle

Paramètres	Commerce	Ipc	IpcCommerce	IppCommerce
Signes espérés	-	+	-	+

Source : Réalisé par l'auteur 2016

Section 2 : Présentation et analyse des résultats

Paragraphe1 : Présentation des tests de diagnostic

1.1 Procédure d'estimation

L'estimation des différents coefficients du modèle sera faite par la méthode des MCO au moyen du logiciel STATA version12.0. Pour s'assurer de la qualité de notre modèle, des tests de diagnostic, de validation et de prévision sont effectués.

1.2 Tests de diagnostic

Il est présenté par des tests de diagnostic et suivie par des tests de validation avant l'interprétation des résultats au seuil de 10%. Il s'agit d'effectuer le test indiqué ci-après :

1.2.1 Test de stationnarité

Ce test est fait à partir du test de DICKEY- FULLER SIMPLE(1979) ou de DICKEY- FULLER AUGMENTER (ADF ,1981) qui permet de déterminer une tendance déterministe ou stochastique des séries considérées dans le modèle en analysant leur ordre d'intégration.

La mise en œuvre de ce test (Dickey Fuller Augmenté) passe par trois différents modèles de base que sont :

Modèle 1 : Modèle sans constante ni tendance déterministe.

$$X_t = \phi x_{t-1} + \varepsilon_t$$

Modèle 2 : Modèle avec constante et sans tendance déterministe

$$X_t = \phi x_{t-1} + \beta + \varepsilon_t$$

Modèle 3 : Modèle avec constante et tendance.

$$X_t = \phi x_{t-1} + bt + c + \varepsilon_t$$

1.2.2 Test de DICKEY-FULLER Augmenté (DF)

Ce test permet de rechercher la présence ou non de racine unitaire. Les hypothèses du test sont :

H0 : présence de racine unitaire

H1 : absence de racine unitaire

Tableau 2 : Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries en niveau

Variables	ADFtest statistique	t-Statistique	Modèle	Résultat
Ipp	-2.853	-3.000	3	Non stationnaire
Commerce	-0.000	-3.000	3	Non stationnaire
Ipc	-1.072	-3.000	3	Non stationnaire
Ippcommerce	-2.028	-3.000	3	Non stationnaire
Ippcommerce	-2.644	-3.000	3	Non stationnaire

Source : Réalisée par l'auteur 2016

Les résultats des tests de stationnarité ont permis de conclure que les variables ipp, commerce, ipc, ipcommerce et ippcommerce sont non stationnaires en niveau. En effet, les valeurs calculées de la t-statistique de Dickey-Fuller pour ces variables sont supérieures aux valeurs tabulées correspondantes au seuil de 5%. On ne peut donc pas rejeter l'hypothèse nulle de racine unitaire.

1.2.3 Test de DICKEY- FULLER Augmenté (ADF) en différence première

Dans les modèles précédents, utilisé par les tests de DICKEY-FULLER en niveau, le processus ε_t est, par hypothèse, un bruit blanc. Or il n'y a aucune raison pour qu'à priori, l'erreur soit non colorée. On appelle test ADF (1981) la prise en compte de cette hypothèse.

Tableau 3 : Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries en différence première

Variables	ADF test statistique	t-Statistique	Modèle	Résultat
Ipp	-6.523	-3.000	2	Stationnaire
Commerce	-	-3.000	3	Stationnaire
Ipc	-4.404	-3.000	2	Stationnaire
Ippcommerce	-3.857	-3.000	1	Stationnaire
Ippcommerce	-6.208	-3.000	3	Stationnaire

Source : Réalisée par l'auteur 2016

En différence première, les variables sont tous stationnaires car la valeur calculée de la t-statistique de Dickey-Fuller associée à chaque variable est inférieure à celle tabulée au seuil de 5%. On en déduit donc que les variables sont intégrées d'ordre 1. Il existe alors une possible relation de cointégration entre les variables du modèle.

1.2.4 Test de cointégration de JOHANSEN

L'analyse de la cointégration permet d'identifier clairement la relation véritable entre deux ou plusieurs variables en recherchant l'existence d'un vecteur de cointégration et en éliminant son effet. Les hypothèses de base de test de cointégration sont :

- H_0 : pas de cointégration
- H_1 : existence de cointégration

Au vu du résultat de ce test, la présence d'étoile sur la statistique de trace avec λ_{2} , montre qu'il existe une seule relation de cointégration dans les séries. Par conséquent, le Modèle à Correction d'Erreur est faisable.

1.3 Estimation de la relation de long terme

Si la condition nécessaire n'est pas vérifiée, on estime par les MCO la relation de long terme entre les variables. Pour que la relation de cointégration soit acceptée, le résidu issu de la régression doit être stationnaire. La stationnarité du résidu est restée à l'aide des tests DF ou ADF. Si le résidu est stationnaire, il s'en suit alors l'estimation du modèle à correction des erreurs (MCE).

Tableau 4 : Estimation par MCO de la relation de long terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Commerce	-9155.803	4749.745	-1.93	0.070
Ipc	0.00766	0.003749	2.04	0.056
Ippcommerce	488.1962	10.69043	45.67	0.000
C	-352.3297	78.91601	-4.46	0.000

Source : Réalisée par l'auteur 2016

Il ressort du tableau ci-dessus l'équation suivante :

$$Ipp_t = -352.3297 - 9155.803Commerce_t + 0.00766Ipc_t + 488.1962Ippcommerce_t + e_t$$

Validation du modèle de court terme : La valeur du $R^2 = 0.9932$ est très proche de l'unité montrant que le modèle est bien spécifié. Cela se trouve confirmé par le test de Fischer

dont la probabilité associée à sa statistique calculée (Voir annexe6) est inférieure au seuil de risque de 5%. D’où la régression est globalement significative.

1.3.1 Test de cointégration d’Engle et Granger

Tableau 5 : Test de stationnarité sur le résidu du modèle de long terme

Variables	ADF test statistic	t-statistic	Prob.	Modèle	Résultat
Résidu	-3.793	-2.630	0.0030	1	Stationnaire

Source : Réalisée par l’auteur 2016

Il ressort du tableau ci-dessus que le résidu du modèle de long terme est stationnaire en niveau ou I (0), ce qui suggère donc qu’il y a bien une relation de cointégration entre les variables du modèle. Par conséquent, il convient d’estimer la relation entre les variables à travers un modèle à correction d’erreur (MCE) par la méthode à deux étapes d’Engle et Granger.

1.3.2 Présentation et analyse du modèle dynamique de court terme

Tableau 6 : Synthèse des résultats de l’estimation du modèle de court terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
dCommerce	0	-	-	-
dIpc	0.0007985	0.003981	2.01	0.061
dIpcCommerce	-106.9935	95.05504	-1.13	0.276
dIppCommerce	485.9997	8.853282	54.89	0.000
Residu	-0.8733613	0.2538171	-3.44	0.003
C	0.0012154	0.006731	-1.81	0.089

Source : Réalisée par l’auteur 2016

Il ressort du tableau ci-dessus l’équation suivante :

$$dIpp = 0.0012154 + 0.0007985dIpc_t - 106.9935dIpcCommerce_t + 485.9997dIppCommerce_t - 0.8733613Residu_t + \varepsilon_t$$

Avec $\varepsilon_t \sim > BB$ (Bruit Blanc). Les variables dIpp, dCommerce, dIpc, dIpcCommerce et dIppCommerce sont les différences premières respectives des variables Ipp, Commerce, Ipc, IpcCommerce et IppCommerce.

- Validation du modèle de court terme
 - Dans le modèle de court terme, le $R^2 = 0.9951$, ainsi les variables explicatives utilisées expliquent fortement la variable à expliquer (voir annexe8).

- Le coefficient (force de rappel à l'équilibre) de la variable résidu (res) est bien significativement négatif, la représentation du modèle à correction d'erreur est alors validée.

Paragraphe2 : Analyse économique des résultats et vérification des hypothèses

2.1 Analyse économique des résultats

2.1.1 Analyse, interprétation et confrontation des résultats avec la théorie

Les résultats des estimations montrent que les variables retenues à savoir la formation commerce, l'ipc, le produit de l'indice du prix à la consommation et le commerce et le produit du commerce et l'indice de la profondeur de la pauvreté ont les signes attendus. En effet, les élasticités des variables commerce et le produit de l'indice du prix à la consommation et le commerce ont un signe négatif aussi bien à long terme qu'à court terme. Cela traduit le fait que ces deux variables ont un impact négatif sur la pauvreté conformément aux nombreux résultats obtenus par les auteurs mentionnés dans la revue de littérature. Par contre l'élasticité l'indice du prix à la consommation et le produit de l'indice de la profondeur de la pauvreté ont un signe positif aussi bien à long terme qu'à court terme. Le modèle est globalement significatif à long terme et à court terme, c'est-à-dire que les variables explicatives ont une influence sur la variable expliquée.

2.1.2. Commerce

Le résultat du commerce par le test de student montre que le commerce influe sur la pauvreté aussi à long terme et à court terme. (Tableau 4). Ainsi dans le long terme une augmentation d'une unité du commerce entraîne une diminution de 9155.803 unités de la pauvreté.

2.1.3. Indice du prix à la consommation (Ipc)

Le test de student montre que l'ipc n'influe pas la pauvreté à long et court terme (tableau 4) et (tableau 6).

2.1.4. Produit de l'indice du prix à la consommation et le commerce

A la lecture des résultats des estimations des tableaux (tableau 4) et (tableau 6), il ressort que l'Ippcommerce est significatif aussi à long terme et à court terme.

Ainsi, une augmentation d'une unité de l'Ippcommerce induit respectivement une diminution de 1.65 et 1.13 unités de la pauvreté.

Cela traduit le fait que l'Ippcommerce influe plus sur la pauvreté à long terme qu'à court terme.

2.1.5. Produit de l'indice de la profondeur de la pauvreté et le commerce

Des résultats issus des estimations des tableaux (tableau 4) et (tableau 6), il ressort que l'Ippcommerce n'est pas significatif aussi à long terme et à court terme. Cela traduit donc le fait que l'Ippcommerce n'influe pas la pauvreté à long et court terme.

2.1.6. Interprétation du coefficient à correction d'erreur

Le coefficient associé au terme d'erreur retardé (**-0.8733613**) est négatif et significativement différent de zéro au seuil statistique de 1%. Il existe bien un mécanisme à correction d'erreur.

A long terme, les déséquilibres entre l'Ipp, le commerce, l'Ipc, l'Ippcommerce et l'Ippcommerce ont une évolution similaire. Le coefficient **-0.8733613** traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et l'Ipp est résorbé au bout de 0.87 année soit environ 10 mois 5 jours.

2.2. Vérification des hypothèses et Recommandations

• Vérification des hypothèses

Au terme des résultats de nos estimations, il est nécessaire de vérifier les hypothèses que nous avons formulées au début de cette étude.

Hypothèse 1 :

Selon cette hypothèse il existe une relation positive entre la croissance et la pauvreté. Il ressort des estimations que le produit de l'indice du prix à la consommation influe positivement la pauvreté. D'où le commerce a une incidence positive sur la croissance et la pauvreté. Par conséquent l'hypothèse est validée.

Hypothèse 2 :

Dans le but de déterminer le lien entre la pauvreté et le commerce, nous avons fait des estimations sur le long terme et le court terme. Il ressort de ces estimations que le commerce influe positivement le niveau la pauvreté. C'est-à-dire que le commerce contribue à la réduction de la pauvreté. D'où l'hypothèse1 est validée.

• **Suggestions**

Il est naturel de se demander s'il existe des moyens de lever les restrictions au commerce en pénalisant moins les pauvres. La première suggestion, évidente, est de réfléchir à l'impact éventuel de la libéralisation sur les membres les plus vulnérables de la société. Concrètement, il s'agit de concevoir des outils de diagnostic pouvant aider les décideurs à identifier les «victimes» potentielles de la libéralisation, puis d'imaginer les mesures compensatoires à instaurer pour aider les pauvres à faire face aux coûts transitoires de l'ajustement et à tirer parti de la nouvelle ouverture du régime commercial.

Compte tenu des résultats obtenus, les recommandations suivantes peuvent être adressées au gouvernement béninois:

- Adopter une libéralisation générale : c'est-à-dire la levée de toutes les barrières commerciales
- Baisse du prix des intrants ou des biens de consommation, mais aussi d'une diminution généralisée des coûts de transport.
- Souplesse du taux de change: La flexibilité des taux de change diminue les pertes liées aux chocs qui affectent les termes de l'échange, tout en aidant les pays concernés à s'adapter à la libéralisation. En cas de rigidité des salaires nominaux (absence de baisse alors que la demande de main-d'œuvre diminue), l'introduction d'une certaine fluctuation du taux de change qui diffuse l'impact de la réforme commerciale dans toute l'économie est préférable à un ajustement se limitant à une hausse du chômage dans les secteurs les plus affectés, surtout quand la survie des plus pauvres dépend de ces secteurs.
- Développement de l'infrastructure. L'amélioration des voies routières et la baisse du coût des transports facilitent l'accès des pauvres aux marchés essentiels pour l'écoulement de leur production et leur permettent de bénéficier des opportunités offertes par la libéralisation des échanges.
- Expansion des marchés. Pour encourager l'expansion des marchés, il faut les déréglementer et supprimer les monopoles (le commerce d'État, par exemple) qui pourraient

pénaliser les pauvres ou les empêcher de bénéficier de la libéralisation des échanges des nouvelles opportunités de marché.

- Mobilité et formation de la main-d'œuvre : La formation et d'autres formes d'assistance peuvent aussi aider les pauvres à laisser leur emploi dans des secteurs qui souffrent de la libéralisation des échanges pour travailler dans des secteurs qui en bénéficient.

- Minimiser les coûts de la libéralisation des échanges.

- Échelonnement et crédibilité de la libéralisation : Bien que

la libéralisation générale préconisée plus haut puisse présenter des avantages considérables, il peut être nécessaire d'y procéder graduellement, à des rythmes différents selon les secteurs, pour minimiser les coûts d'ajustement, notamment dans les secteurs ou sur les marchés dont les prix sont fortement affectés et où l'ajustement risque d'être très difficile et très long.

- Filets de protection sociale : Même avec les réformes les mieux pensées, il y a toujours des gagnants et des perdants.

Afin d'atténuer les éventuels effets négatifs que les coûts d'ajustement peuvent avoir provisoirement pour les pauvres, le gouvernement béninois doit se doter de filets de protection sociale efficaces pour concilier plus harmonieusement la réforme commerciale et la réduction de la pauvreté.

CONCLUSION

La relation entre le commerce, l'emploi et la réduction de la pauvreté est une relation complexe car ces éléments sont liés de différentes façons. Certains pays en développement ont réussi à créer des emplois et à réduire la pauvreté en ouvrant leur économie aux marchés mondiaux.

L'aide pour le commerce, si elle est associée à des mesures complémentaires efficaces pour réduire les risques encourus par les pauvres et leur vulnérabilité, peut permettre aux pays en développement de transformer plus facilement les opportunités commerciales en croissance économique et en recul de la pauvreté. C'est pourquoi le gouvernement béninois doit promouvoir le commerce afin d'élever les niveaux de vie et de faire reculer la pauvreté.

Les estimations faites des données sur le commerce montrent qu'il existe une relation positive entre le commerce et la pauvreté. Il en est de même pour le commerce, la croissance et la pauvreté.

Il ressort par ailleurs de cette étude que le commerce est un moteur puissant de la croissance et, qu'à certaines conditions, il peut apporter une contribution importante à l'éradication de la pauvreté et au développement durable. Le principal défi est d'identifier ces conditions, et de s'assurer qu'elles sont remplies.

Afin de mieux concilier le commerce et la croissance avec le souci du développement durable, il est essentiel de se souvenir que l'expansion des échanges n'a pas des retombées identiques pour toutes les catégories de la population, du point de vue de l'emploi (secteur tourné vers l'exportation et pouvant concurrencer les importations), de la problématique homme-femme (hommes et femmes pauvres) et de la géographie (pauvres des zones rurales et urbaines). Pour renforcer l'impact « pro-pauvres » des interventions commerciales axées sur l'exportation, il faut tenir compte du profil des pauvres dans le pays considéré et des multiples rôles qu'ils jouent en tant que consommateurs, travailleurs et producteurs. Des questions essentielles pour les décideurs sont celles de savoir qui sont les pauvres et où ils vivent, comment ils gagnent leur vie, et quelles sont les contraintes qui les empêchent de prendre une part plus active à la croissance. Les réponses à ces questions aideront à concevoir des solutions pour que la croissance induite par le commerce débouche effectivement sur une réduction de la pauvreté.

En somme, les hypothèses émises sont donc validées. Soulignons que le Bénin est tout à fait en mesure d'éradiquer la pauvreté grâce au commerce à brève échéance. Il faut pour cela la volonté politique, en procédant d'une manière directe et sans détours.

Reference Bibliographique

Aisbett, E. (2005), *Why are the critics so convinced that globalisation is bad for the poor ?* NBER Working Paper 11066, National Bureau of Economic Research, Massachusetts.

Annan, K. (2003), *Message du Secrétaire Général de l'ONU, Conférence ministérielle - Cinquième session*, Cancun (Mexique), WT/MIN(03)/12, OMC, Genève.

Bannister G.J. et K. Thugge (2001), *International Trade and Poverty Alleviation*, IMF Working Paper, FMI, Washington, DC.

Banque Mondiale (2005), *Pro-Poor Growth in the 1990s: Lessons and Insights from 14 Countries*, Washington, DC.

Delleur. *Commerce, croissance et réduction de la pauvreté*. In: Politique étrangère, n°2 - 2005 - 70^eannée. pp. 373-385; doi : 10.3406/polit.2005.1164

Dialogue sur l'aide pour le commerce (novembre 2008), *Le centre de conférence de l'OCDE*, Paris CNUCED, DOHAR et QATAR (2012) *Le commerce et réduction de la pauvreté : les chaînons manquants*, International Economics, ninth edition, by Dominick Salvatore (2007) chapitre 47, 79, 141, 233,399.

Winters L. A., McCulloch N. et McKay A. (2004), *Trade liberalization and poverty: The evidence so far*, Journal of Economic Literature, 42:72-115.

ANNEXES

Annexe 1 : Résultats du test d'ADF sur ipp

Annexe 1.1 : Résultats du test d'ADF sur ipp en niveau

. dfulleripp

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 22

----- Interpolated Dickey-Fuller -----

Test	1% Critical	5% Critical	10% Critical
Statistic	Value	Value	Value
Z(t)	-2.853	-3.750	-3.000

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0511

Annexe 1.2 : Résultats du test d'ADF sur ipp en différence première

. gendipp=d.ipp

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 21

----- Interpolated Dickey-Fuller -----

Test	1% Critical	5% Critical	10% Critical
Statistic	Value	Value	Value
Z(t)	-6.523	-3.750	-3.000

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000

Annexe 2 : Résultats du test d'ADF sur le commerce

Annexe 2.1 : Résultats du test d'ADF sur le commerce en niveau

. dfuller commerce

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 22

----- Interpolated Dickey-Fuller -----

Test	1% Critical	5% Critical	10% Critical
Statistic	Value	Value	Value

Z(t) -0.000 -3.750 -3.000 -2.630

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.9585

**Annexe 2.2 : Résultats du test d'ADF sur le commerce en
différence première**

. gendcommerce=d.commerce

(1 missing value generated)

.dfullercommerce

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 21

----- Interpolated Dickey-Fuller -----

Test	1% Critical	5% Critical	10% Critical
Statistic	Value	Value	Value

Z(t) . -3.750 -3.000 -2.630

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 1.0000

Annexe 3 : Résultats du test d'ADF sur l'ipc

Annexe 3.1 : Résultats du test d'ADF sur l'ipc en niveau

.dfulleripc

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 22

----- Interpolated Dickey-Fuller -----

Test	1% Critical	5% Critical	10% Critical
Statistic	Value	Value	Value

Z(t) -1.072 -3.750 -3.000 -2.630

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.7262

Annexe 3.2 : Résultats du test d'ADF sur l'ipc en différence première

. gendipc=d.ipc

(1 missing value generated)

. dfullerdipc

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 21

----- Interpolated Dickey-Fuller -----

Test	1% Critical	5% Critical	10% Critical
Statistic	Value	Value	Value
Z(t)	-4.404	-3.750	-2.630

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0003

Annexe 4 : Résultats du test d'ADF sur l'ipccommerce

Annexe 4.1 : Résultats du test d'ADF sur l'ipccommerce en niveau.

genipccommerce=ipc^commerce

. dfulleripccommerce

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 22

----- Interpolated Dickey-Fuller -----

Test	1% Critical	5% Critical	10% Critical
Statistic	Value	Value	Value
Z(t)	-2.028	-3.750	-2.630

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.2745

Annexe 4.2 : Résultats du test d'ADF sur l'ipccommerce en différence première

. gendipccommerce=d.ipccommerce

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 21

INCIDENCE DU COMMERCE SUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

----- InterpolatedDickey-Fuller -----

Test	1% Critical	5% Critical	10% Critical	
Statistic	Value	Value	Value	
Z(t)	-3.857	-3.750	-3.000	-2.630

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0024

Annexe 5 : Résultats du test d'ADF sur l'ippcommerce

Annexe 5.1 : Résultats du test d'ADF sur l'ippcommerce en niveau

. dfullerippcommerce

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 22

----- InterpolatedDickey-Fuller -----

Test	1% Critical	5% Critical	10% Critical	
Statistic	Value	Value	Value	
Z(t)	-2.644	-3.750	-3.000	-2.630

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0843

Annexe 5.2 : Résultats du test d'ADF sur l'ippcommerce en différence première

. gendippcommerce=d.ippcommerce

(1 missing value generated)

. dfullerdippcommerce

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 21

----- InterpolatedDickey-Fuller -----

Test	1% Critical	5% Critical	10% Critical	
Statistic	Value	Value	Value	
Z(t)	-6.208	-3.750	-3.000	-2.630

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0000

Annexe 6 : Résultats de l'estimation de la relation de long terme

. regressipp commerce ipcipcommerceippcommerce, robust

Linear regression Number of obs = 23

F(3, 18) = .

Prob > F = .

R-squared = 0.9932

Root MSE = .00226

		Robust				
ipp	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
-----+-----						
commerce	-9155.803	4749.745	-1.93	0.070	-19134.65	823.0422
ipc	.000766	.0003749	2.04	0.056	-.0000216	.0015537
ipcommerce	-133.645	80.98158	-1.65	0.116	-303.781	36.49098
ippcommerce	488.1962	10.69043	45.67	0.000	465.7364	510.6559
_cons	-352.3297	78.91601	-4.46	0.000	-518.1261	-186.5333

Annexe 7 : Test de stationnarité des résidus en niveau

. predict residu1, resid

. dfuller residu1

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 22

----- Interpolated Dickey-Fuller -----

Test	1% Critical	5% Critical	10% Critical
Statistic	Value	Value	Value
Z(t)	-3.793	-3.750	-2.630

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0030

Annexe 8 : Résultats de l'estimation du modèle à correction d'erreur de court terme

```

. genres=L.residu1
(1 missing value generated)
. regressdippdcommercedipcdipccommercedippcommerce, robust
note: dcommerceomittedbecause of collinearity
LinearregressionNumber of obs = 22
F( 4, 17) = 1307.93
Prob> F = 0.0000
R-squared = 0.9951
Root MSE = .00219
-----
| Robust
dipp | Coef. Std. Err. t P>|t| [95% Conf. Interval]
-----+-----
dcommerce | 0 (omitted)
dipc | .0007985 .0003981 2.01 0.061 -.0000416 .0016385
dipccommerce | -106.9935 95.05504 -1.13 0.276 -307.5421 93.55505
dippcommerce | 485.9997 8.853282 54.89 0.000 467.3209 504.6785
res | -.8733613 .2538171 -3.44 0.003 -1.408869 -.3378542
_cons | -.0012154 .0006731 -1.81 0.089 -.0026355 .0002046
-----

```

Annexe 9 : Données de l'étude

T	Commerce	Ipp	Ipc	Ippcommerce	Ippcommerce
1991	.0002	.105	39.83	.9995502	1.000736
1992	.0002	.115	39.83	.9995682	1.000736
1993	.0002	.089	40.48	.9995168	1.00074
1994	.0002	.132	56.95	.9995953	1.000808
1995	.0002	.079	64.22	.9994925	1.000833
1996	.0002	.085	66.86	.9995068	1.000841
1997	.0002	.073	69.36	.9994761	1.000849
1998	.0002	.122	73.35	.9995787	1.000861
1999	.0002	.113	73.59	.9995632	1.000862
2000	.0002	.125	76.68	.9995832	1.00087
2001	.000201	.133	79.75	.9995954	1.000879

INCIDENCE DU COMMERCE SUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

2002	.000201	.136	81.11	.9995996	1.000883
2003	.000201	.132	82.77	.9995935	1.000887
2004	.000201	.095	83.63	.9995272	1.00089
2005	.000201	.126	88.12	.9995837	1.000901
2006	.000201	.083	91.45	.9994996	1.000908
2007	.000201	.072	92.64	.9994708	1.000912
2008	.000201	.072	100	.9994705	1.000927
2009	.000201	.113	100.4	.999561	1.000929
2010	.000202	.121	102.38	.9995745	1.000933
2011	.000202	.11	105.26	.9995551	1.000939
2012	.000202	.061	112.35	.999436	1.000953
2013	.000202	.063	113.59	.9994423	1.000955

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT.....i

SOMMAIRE.....ii

DEDICACE.....iii

REMERCIEMENTS.....iv

SIGLES ET ABREVIATIONS.....v

LISTE DES TABLEAUX.....vi

RESUME.....vii

ABSTRACT.....vii

INTRODUCTION.....1

CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE.....2

Section 1 : Problématique, Objectifs et Hypothèses.....2

Paragraphe1 : Problématique et intérêt de l'étude.....2

1.1 Problématique.....2

1.2 Intérêt de l'étude.....4

Paragraphe 2 : Objectifs et hypothèses.....5

2.1 Objectifs de l'étude.....5

2.2 Hypothèses.....5

Section 2 : Revue de littérature5

Paragraphe 1 : Clarification de concepts.....5

1.1 Le commerce.....5

1.2 La croissance et indicateurs de mesure.....6

1.3 La pauvreté et indicateurs de mesure6

Paragraphe2 Revu théorique et empirique.....7

2.1 Revue théorique.....7

2.1.1 Les théories traditionnelles du commerce.....7

2.1.2 Théorie des avantages absolus d'Adam Smith.....7

2.1.3 Théorie des avantages comparatifs.....8

2.1.4 La théorie de Heckscher-Ohlin.....	9
2.1.5 Commerce et développement économique.....	10
2.1.6 Commerce et réduction de la pauvreté.....	12
2.2 Revue empirique.....	13
2.2.1 Commerce et croissance.....	13
2.2.2 Lien entre commerce et pauvreté.....	16
2.2.3 Lien entre commerce, inégalités et pauvreté.....	18
CHAPITRE 2 : CADRE METHODOLOGIQUE ET RESULTAT.....	21
Section 1 : Cadre méthodologique.....	21
Paragraphe 1 : Méthodologie de la recherche.....	21
1.1 Spécification du modèle.....	21
1.2 Spécification économique.....	21
Paragraphe 2 : Présentation des variables.....	21
2.1 Présentation des variables	21
2.2 Formulation mathématique.....	21
2.3 Signes attendus des variables explicatives.....	22
Section 2 : Présentation et analyse des résultats.....	22
Paragraphe 1 : Présentation des tests de diagnostic.....	22
1.1 Procédures d'estimation.....	22
1.2 Test de diagnostic.....	22
1.2.1 Test de stationnarité.....	22
1.2.2 Test de DICKEY-FULLER Augmenté (DF).....	22
1.2.3 Test de DICKEY-FULLER Augmenté en différence première.....	23
1.2.4 Test de cointégration de JOHASEN	24
1.3 Estimation de la relation de long terme.....	24
1.3.1 Test de cointégration d'Angel et de Granger.....	25
1.3.2 Présentation et analyse du modèle dynamique de court terme.....	25
Paragraphe 2 : Analyse économique des résultats et	
Vérification des hypothèses.....	26
2.1 Analyse économique des résultats.....	26
2.1.1 Analyse, Interprétation et confrontation des résultats avec la théorie.....	26
2.1.2 Commerce.....	26
2.1.3 Indices du prix à la consommation	26

2.1.4 Produit de l'indice du prix à la consommation et le commerce.....	26
2.1.5 Produit de l'Indice de la profondeur de la pauvreté et le commerce.....	27
2.1.6 Interprétation du coefficient à correction d'erreur.....	27
2.2 Vérification des hypothèses et Recommandations.....	27
CONCLUSION.....	30
BIBLIOGRAPHIE.....	31
ANNEXES.....	32